

p.B.58.04. - BX/bm

an	MC					a/a
Dim	15.9					
Visa						
EPD		15 SEP. 1969				
Ref. p.B.73. libye.0						

Le 12 septembre 1969

Note pour Monsieur le Chef du DépartementChangement de régime en Libye: instauration de la "République arabe libyenne"

Dans la nuit du 1er au 2 septembre 1969, en l'absence du roi Idriss qui se trouvait dans un lieu de cure en Turquie, un groupe de jeunes officiers libyens s'est emparé du pouvoir, sous la conduite, dit-on, du colonel Saadudine Abou Choukéirib, qui avait été chassé de l'armée quelques temps auparavant. Ce coup d'Etat semble avoir été exécuté sans effusion de sang. En annonçant par radio sa réussite, ses auteurs déclarèrent avoir formé un "Conseil de la révolution" dont on ne connaît d'ailleurs pas la composition à l'heure qu'il est. Pendant plusieurs jours les frontières de la Libye furent rigoureusement fermées, toutes ses communications avec l'extérieur suspendues de même que les communications intérieures. Pendant ce temps la vie économique du pays fut frappée de paralysie. A partir du 5 septembre, la vie aurait commencé, très petit à petit, à redevenir normale. Mais ce n'est que le 8 que le Conseil de la révolution fit savoir qu'il avait formé un gouvernement dont voici la liste des ministres:

Présidence, finances, agriculture et réforme agraire:

Dr. Mahmoud Soliman El Maghrabi;

"Union arabe" et affaires étrangères: M. Salah Bouséir;

Défense: Colonel Adam El Hawaz;

Intérieur: Colonel Moussa Ahmad;

Transports, travaux publics, affaires sociales:

M. Anis Ahmad Chtéoui;

Economie, plan et industrie: M. Ali Omeiche;



Education et orientation nationale: M. Mohamed Chtéoui;
Justice: M. Mohamed Ali El Giddi;
Santé et communications: Dr. Ahmad El Esti Omar.

On apprit le même jour la désignation du nouveau commandant en chef des forces armées. Il s'agit du colonel El Kadhafi.

Que sait-on des personnalités précitées? Voici les renseignements que nous avons pu recueillir jusqu'ici.

Le Dr. Maghrebi, Premier Ministre, aurait 36 ans. Il obtint aux Etats-Unis un doctorat en droit pétrolier et fut engagé par la compagnie "Esso" comme conseiller dès son retour au pays. Fondateur du syndicat des ouvriers du pétrole, il fut le principal artisan de l'arrêt temporaire des exportations de ce carburant vers les pays de l'Ouest au moment de la "Guerre des Six jours" en juin 1967. A la même époque, il publia des brochures condamnant l'attitude du gouvernement libyen qui, à son avis, aurait du prendre résolument parti pour les belligérants arabes. Cela lui valut d'être emprisonné et privé de sa nationalité. Les idées, jugées révolutionnaires, qu'il avait coutume d'exprimer auraient aussi contribué à sa mise en détention. Il avait été libéré à la fin de juillet dernier.

M. Bouséir, ministre des affaires étrangères, aurait 45 ans. Il entra au parlement peu après l'indépendance libyenne et y manifesta une vive opposition aux traités par lesquels la Libye a accordé des bases militaires à la Grande-Bretagne et aux Etats-Unis. Cela lui valut d'être assigné à résidence, puis d'être accusé d'avoir été le complice de l'assassinat d'un des conseillers du roi. Il s'enfuit alors au Caire, dont il vient de revenir.

Le colonel Hawaz, ministre de la guerre serait âgé de 27 ans et il serait licencié ès lettres. A la veille de sa nomination au gouvernement, il était encore capitaine; il aurait joué un rôle très important dans la préparation du coup d'Etat sur le plan militaire.

Quant au colonel Choukéirib, qui aurait été le principal animateur de la prise du pouvoir, il serait maintenant chef d'état-major de l'armée. On ne sait s'il est également membre du mystérieux Conseil de la révolution qui paraît faire fonction actuellement de chef d'Etat.

Le roi Idriss de Libye, qui se trouve pour l'heure en Grèce, aurait rédigé le texte de son abdication et l'aurait fait parvenir à Tripoli. Le prince Hassan Rida, son héritier désigné, a, dans une déclaration à la radio, renoncé au trône et s'est même rallié au régime républicain.

D'après le premier communiqué lancé par le Conseil de la révolution, puis les paroles du nouveau Premier ministre, de son ministre des affaires étrangères et de son ministre de la défense nationale, l'orientation politique générale de ce régime ne fait dès maintenant plus aucun doute. Elle est, en effet, définie par des phrases telles que: "... une Libye révolutionnaire, socialiste...", pays qui luttera contre le colonialisme et le racisme et aidera les pays colonisés..."; ou encore: "Notre gouvernement veillera au développement des liens d'amitié et de coopération avec tous les pays arabes et soutiendra moralement et matériellement le peuple palestinien dans sa lutte de libération jusqu'à la victoire finale." D'autre part, les principaux adversaires d'Israël se sont empressés de reconnaître les nouveaux dirigeants. Ils ont été suivis par l'URSS qui, comme les Etats arabes progressistes, a manifesté par un message spécial son appui au peuple libyen et au Conseil de la révolution.

Actuellement, une trentaine d'Etats au moins ont accueilli de façon positive l'avènement de la nouvelle république et parmi ceux-ci on compte la Grande-Bretagne, les Etats-Unis, l'Iran, l'Espagne et la Grèce.

Si l'orientation politique des autorités républicaines de la Libye est très nette, celles-ci n'ont pas moins tenu à

garantir la sécurité des ressortissants et des biens étrangers sur leur territoire et on sait également que la production et l'exportation des produits pétroliers, qui sont la principale ressource du pays, n'ont pas été gravement perturbés durant les jours qui ont marqué le changement de régime.

* *
*

Colonie italienne occupée pendant la guerre par la Grande-Bretagne, puis placée sous le condominium des quatre grandes puissances victorieuses, la Libye vit son sort confié par ces dernières aux Nations Unies qui se prononcèrent en faveur de son indépendance. Celle-ci lui fut accordée en 1951. La même année, cet Etat se donna une constitution instaurant la monarchie parlementaire. Un sénat de 42 membres était nommé par le roi et une chambre était formée de 92 députés élus au suffrage universel. Mais il n'y avait pas de partis politiques organisés et il arriva au souverain de prendre de grandes libertés avec le parlement quand les décisions de celui-ci lui déplaisaient. Cela fut le cas notamment en 1964 lorsque le roi refusa de tenir compte d'un vote des chambres en faveur du départ des garnisons étrangères stationnées sur sol libyen et décréta de nouvelles élections. Le citoyen libyen avait donc lieu d'être peu satisfait des méthodes de ses dirigeants sur le plan intérieur. Sur le plan extérieur, la tiédeur du gouvernement à l'égard de la cause arabe dans le conflit issu de la "Guerre des Six jours" devenait de plus en plus impopulaire, surtout dans la jeune génération. La jeunesse, animée de sentiments très nationalistes, critiquait aussi vivement les liens contractés par son pays avec l'Occident, ce qui donna lieu à des manifestations, des procès et même des crises. Ces liens sont concrétisés principalement par l'existence des bases militaires de Wheelus concédée aux Etats-Unis, D'El Aneur, El Benina et Idris détenues par la Grande-Bretagne, ainsi

que par les concessions pétrolières accordées surtout à ces deux puissances et à la France. L'exploitation des gisements de pétrole, qui commença à prendre de l'extension à partir de 1955, fait maintenant de la Libye le cinquième producteur du monde après les États-Unis, le Venezuela, l'Iran et l'Arabie saoudite. Les revenus considérables qu'en tirait le gouvernement royal lui avaient permis, dès 1967 de verser d'importants subsides à la R.A.U. et à la Jordanie, ce qui pouvait représenter une sorte de contrepois à sa politique pro-occidentale. Mais ces revenus ont été très insuffisamment utilisés pour la promotion et le bien-être de la population. Les équipements scolaires et hospitaliers notamment sont demeurés à un niveau tout à fait inférieur. Il en est résulté une discordance frappante entre la richesse de l'État d'une part et d'autre part, la structure sociale et le niveau de vie de la plus grande partie de la population qui sont qualifiés, par beaucoup d'observateurs, d'anachroniques.

Les faits qui précèdent ont suffi à provoquer une "situation révolutionnaire" dont une poignée de jeunes officiers a su profiter avec une extrême habileté. Cette équipe, qui tient jusqu'à maintenant à conserver l'anonymat, a indiqué la direction qu'elle voulait suivre tout en montrant une certaine modération dans ses méthodes. Certains diplomates se demandent néanmoins si cette modération sera de longue durée. Ils supposent qu'avant longtemps, les nouveaux dirigeants, sous la pression d'éléments extrémistes, devront tirer les conséquences des déclarations de solidarité qu'ils ont faites à l'adresse de leurs voisins de l'Est. Cela entraînerait, peut-être plus vite que les nouveaux dirigeants ne le voudraient, une modification des rapports économiques actuels entre la Libye et l'Ouest dans le domaine pétrolier et la suppression des bases britanniques et américaines mentionnées plus haut. Parmi ces dernières, la base américaine de Wheelus est très importante dans le dispositif de l'OTAN, car elle constitue le principal appui à terre de la flotte des États-Unis en Méditerranée orientale.

- 6 -

Dans la chaîne des positions occidentales en région sud-méditerranéenne, la Libye est un maillon qu'on peut considérer sans doute comme virtuellement détruit. Un autre maillon, le Liban, semble être en train de céder. Restent la Tunisie (maintenant placée dans une situation géopolitique très inconfortable) et le Maroc à ne pas être "alignés" sur le Caire et Damas. Derrière l'expansion nassérienne ou baassiste au sein du monde arabe, apparaît l'URSS qui accroit constamment son effectif naval de guerre en Méditerranée, qui dispose également de bases en Egypte et en Syrie et, selon certains, de rampes de lancement de fusées en Algérie, qui est le fournisseur d'armes et l'instructeur militaire de tous les adversaires d'Israël et dont les ambitions africaines sont claires. On peut donc estimer que le récent changement de régime en Libye est un atout de plus dans le jeu soviétique dans cette partie du monde.

DEPARTEMENT POLITIQUE FEDERAL
Affaires Politiques
D. O. Bischoff

Copie: Monsieur l'Ambassadeur Micheli
Service politique ouest
Service politique est